

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

12 septembre 1991 - n° 1051
Hebdomadaire romand
Vingt-huitième année

Crise d'identité ou manque de courage ?

Tout anniversaire offre l'occasion de faire le point, de (se) mettre en question. Sur ce plan, le 700^e de la Confédération, que ses organisateurs ont voulu placer sous le signe de l'utopie, paraissait prometteur. De fait, avec son zèle perfectionniste habituel et une touche de masochisme, la Suisse aurait pratiqué en 1991 l'introspection jusqu'à la crise d'identité. Vraiment ? Au niveau du «vécu» en tout cas, les problèmes métaphysiques ne semblent pas tourmenter les Helvètes. Dans les premiers mois de l'année, les activistes du boycott, avec la complicité objective des goguenards de tous bords, croyaient que le peuple suisse bouderait la fête; or les populations s'associent avec élan aux manifestations, locales ou nationales. Mais si la consommation de spectacles et la participation aux multiples fêtes s'avèrent en général massives, la réussite est moins évidente au niveau de la réflexion collective. Par exemple, il est assez accablant de voir le débat sur la Suisse et sa nécessaire ouverture s'effiloche en querelles d'épiciers discutant âprement des prix produit par produit; ou la protection du milieu vital, objectif numéro un à long terme, devenir matière à normes et valeurs-limites ou à discours de chapelles où règnent l'outrance et l'intransigeance. Les attitudes qui en découlent — repli sur soi ou forcing intérieur — traduisent une extrême faiblesse dans la réflexion, ballottée par les contraintes immédiates et par les images floues apparaissant sur les miroirs que nous tendent les commentateurs en cette année du 700^e.

Car ces temps la Suisse joue la vedette dans la presse internationale. Les journaux d'habitude oublieux de notre simple existence et les magazines toujours soucieux de «stories» passionnantes y vont à pleines pages sur le paradis sali (*Der Stern*) sur le modèle en désarroi (*Libération*), sur la peur dans les Alpes (*Time*), sur la perestroïka loupée (*Wirtschaftswoche*). Des affaires (Kopp et fiches) à la prison de Dürrenmatt, en passant par le Platzspitz et les blanchisseries d'argent sale, le doute assaille la Suisse, affirment en chœur avec une sorte de soulagement joyeux les observateurs qui se sentent perspicaces, et

qui sont souvent des compatriotes appelés à s'exprimer dans la presse étrangère (Jean Ziegler dans le *Spiegel*, Ulrich Im Hof dans *Le Monde diplomatique*, Jürg Frischknecht dans *Newsweek*).

Ce brouhaha médiatique ne fait évidemment pas avancer d'un pouce le débat sur l'identité helvétique; au contraire, il provoque plutôt un regroupement des Suisses sur la ligne de défense «patriotique». En bref: la Suisse n'est pas plus sale que les autres Etats de la planète — ce qui est déjà trop pour un pays qui se veut modèle de propreté, morale et pratique.

Miraculeuse exception dans cette curiosité banalisée et parmi toutes ces analyses inspirées les unes des autres: la publication dans le *Messenger suisse* (revue des communautés suisses de langue française, n° 28/29 de juillet-août 1991) des contributions à un colloque organisé à Paris le 9 mars dernier.

Le sociologue genevois Yves Fricker, notamment, a dit et écrit moult choses sensées sur l'identité suisse à l'horizon du 800^e. D'où il ressort que la Suisse se trouve simplement, une fois de plus dans son histoire, confrontée à la nécessité de s'adapter et de faire ainsi preuve d'une capacité de réflexion autocritique ressentie à tort comme une démonstration de faiblesse. En réalité, il s'agit d'actualiser nos valeurs fondamentales, par exemple notre mission traditionnelle de médiation pacifiste, dans un univers différent. Rien d'inquiétant à cela: «pour peu qu'on veuille bien les replacer dans la longue durée, les ajustements que nous serons appelés à opérer au XXI^e siècle, face à la montée en puissance des Etats-continentaux, seront sans doute d'une amplitude moindre que ceux dont nous nous sommes accommodés au XIX^e siècle, à l'heure de la montée en puissance des Etats-nations».

Au lieu de nous complaire dans la

YJ

suite à la page 2

Constats et remèdes

L'ASLOCA et les radicaux sont d'accord sur le constat: le marché de l'immobilier fonctionne mal. Divergence à propos des remèdes.

(pi) La protection des locataires est souvent mise en cause par les partis bourgeois comme ayant des effets pervers qui justifieraient son abandon: la législation fédérale empêcherait les propriétaires d'obtenir un rendement suffisant et freinerait la construction de nouveaux logements. Le président du parti radical n'a-t-il pas accusé, le 24 août, la gauche de favoriser une réglementation qui «dégoute les investisseurs» ?

Les vérifications et recherches effectuées par l'Association suisse des locataires (ASLOCA) prouvent que ces critiques sont sans fondement. Ainsi, les loyers ont-ils augmenté depuis 1982 bien davantage que les charges des propriétaires: les premiers ont passé d'un indice 100 à 140 pendant que les seconds passaient de 100 à 120... Le rendement des appartements loués a donc bel et bien augmenté ces dernières années.

Le constat de l'ASLOCA est alarmant: le prix des terrains a doublé depuis 1985, les prix de la construction ont subi depuis cette même date une augmentation de 25% alors que ces trois dernières années les frais financiers augmentaient de 40%. Le cumul de ces facteurs fait que la seule couverture des frais exige aujourd'hui, pour un logement neuf,

un loyer qui atteint le double de ce qui était nécessaire en 1985.

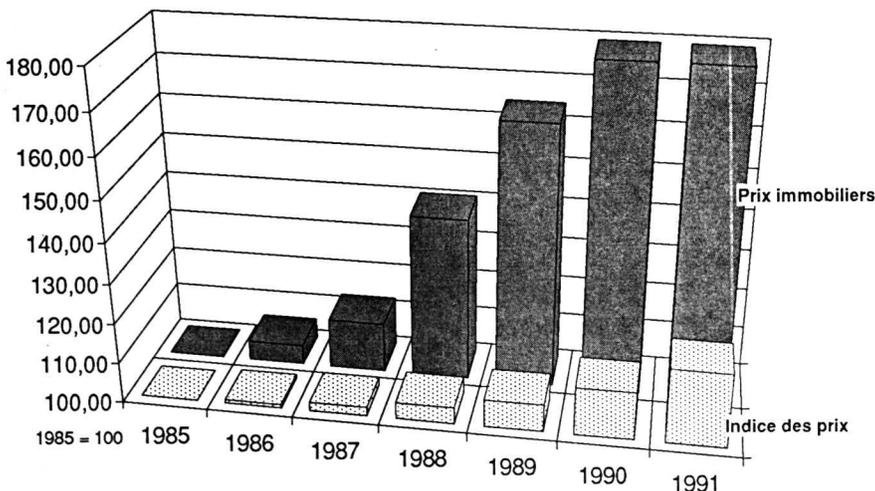
Pour l'instant, les loyers des appartements anciens contribuent encore à équilibrer les statistiques portant sur des loyers moyens. Mais cette réserve de logements est en train de disparaître au fur et à mesure des rénovations. Ce sont ainsi les personnes qui doivent déménager et les jeunes à la recherche d'un premier logement qui éprouvent le plus de difficultés.

Face à cette situation, les propositions restent le plus souvent très floues: les radicaux, par exemple, souhaitent «suffisamment d'espaces habitables à des prix acceptables» — peu de risques que quelqu'un ne soit pas d'accord avec eux — et proposent pour y parvenir de simplifier les règlements de construction, de mieux utiliser les zones à bâtir (dont 40% sont inutilisées) et d'adopter une politique active en faveur de la construction de logements. Jusque là, les radicaux devraient trouver le soutien de l'ASLOCA, puisque cette dernière propose une augmentation massive des crédits de l'aide fédérale pour la construction et la rénovation de logements ainsi que le remplacement du coefficient d'utilisation maximale du sol en vigueur aujourd'hui (les zones où il est

nécessaire de posséder 1000 m² pour construire un habitat familial sont encore nombreuses) par des prescriptions fixant une utilisation minimale des surfaces à bâtir. Mais où radicaux et locataires divergent, c'est lorsque les premiers souhaitent laisser jouer le marché pour la fixation des loyers tout en aidant individuellement les personnes que cette situation nouvelle mettrait dans le besoin. On sait que cette proposition risque de provoquer une augmentation du prix de location des anciens appartements sans pour autant faire baisser celui des nouveaux. Quant à l'aide individualisée, elle ressemble en l'occurrence à une prise en charge des loyers abusifs par l'Etat, sans qu'aucun contrôle sur eux ne soit possible, du fait même de la déréglementation souhaitée.

En fait, la plupart des autres propositions de l'ASLOCA vont dans le sens du souhait radical («suffisamment d'espaces habitables à des prix acceptables»), mais il est probable qu'elles ne trouveront pas grâce à leurs yeux. Parmi elles: garantie (dans le cadre des autorisations de construire) que les logements bon marché ne fassent l'objet que de rénovations douces; taux hypothécaire moyen calculé sur dix ans comme référence pour les hausses de loyer; droit de préemption du locataire sur son logement limité à la valeur de rendement; prélèvement des gains immobiliers résultant de mesures d'aménagement du territoire avec affectation de ces montants à la construction et à la rénovation de logements bon marché. ■

Evolution des prix immobiliers et de l'indice général des prix



Prix immobiliers: estimation de l'ASLOCA (aucune statistique officielle).

Crise d'identité ou manque de courage?

suite de l'édito

crise d'identité, véritable ou fabriquée, nous serions mieux inspirés de reprendre un effort de réflexion collective, sur ce qui nous tient ensemble, sur ce que nous ferons ensemble. Histoire d'être mieux au clair avec nous-mêmes, sans fausses peurs ni vains remords, pour mieux nous ouvrir aux autres. A défaut, nous donnerons raison à ceux qui préconisent le repli sur soi et dénoncent tout rapprochement avec l'extérieur comme une fuite en avant.

YJ

Une piste en cul-de-sac

(jd) Bien sûr il ne s'agit que d'agrandir l'aérogare et de développer sa capacité d'accueil. Dès 1973, les autorités cantonales, prudentes, ont affirmé ne plus vouloir étendre le périmètre de l'aéroport. Pourtant le crédit de 44 millions soumis au suffrage populaire genevois le 29 septembre prochain déborde largement cet enjeu limité: ce qui est en cause, ce ne sont pas seulement quelques guichets d'enregistrement supplémentaires et des volumes plus spacieux pour les voyageurs en partance, mais bien la conception du développement de l'agglomération genevoise qui prévaudra pour la fin du siècle.

Objectivement considérés, les travaux proposés dans cette nouvelle tranche ne sont pas indispensables au bon fonctionnement de Cointrin. Les partisans de cette «adaptation» — de nos jours le terme est plus convenable que celui d'agrandissement — se prévalent d'une logique de la continuité: cette étape n'est que la suite naturelle des travaux en cours; arrêter là serait absurde. Mais l'absurdité n'est-elle pas de

continuer d'agir et d'investir sans se préoccuper des modifications de la situation et sans s'interroger sur les buts poursuivis ?

Acharnement thérapeutique

Tout indique que les autorités genevoises comptent encore, pour assurer la survie de la prospérité cantonale, sur l'apport aléatoire d'activités financières et commerciales volatiles qui prennent l'avion pour des cieux plus cléments aussi rapidement qu'elles sont venues. C'est du moins la conclusion que nous tirons de l'attitude peu critique du pouvoir politique à l'égard des demandes de l'aéroport de Cointrin. Mais cette survie-là fait plutôt penser à de l'acharnement thérapeutique qu'à une cure de jouvence pour un nouveau départ. Le coup de semonce de la guerre du Golfe — difficultés de l'hôtellerie et du commerce de luxe — et le taux de chômage exceptionnel au bout du lac ne sont-ils pas des signes suffisants — s'il en faut encore — pour revoir la copie ?

Une impasse budgétaire importante et un recul probablement durable des rentrées fiscales imposent des choix dans les investissements. Plutôt que d'espérer les bénéfices problématiques d'un développement du trafic aérien — trafic qui devra être impérativement freiné pour des raisons écologiques et pas seulement à Genève —, avec le risque de devoir assumer un équipement surdimensionné, pourquoi ne pas affecter les moyens disponibles en priorité aux besoins collectifs (logements et transports) et à l'encouragement des nouvelles techniques génératrices d'emplois stables ?

Face au défi posé par les atteintes à l'environnement, à la fragilité de la substance économique genevoise et aux besoins sociaux élémentaires, le pari sur Cointrin n'apparaît que comme une fuite en avant. ■

Du goudron et des plumes

(pi) Pascal Ruedin, le secrétaire cantonal du WWF-Valais qui avait été agressé en février dernier à son domicile de Vercorin, a annoncé qu'il quittait son canton: «Poursuivre mon action en Valais me vaudrait une condamnation à mort.»

On comprend évidemment le choix de cet homme. Après avoir été lâchement attaqué à cause de son action en faveur de l'environnement et des recours déposés au nom du WWF, toutes démarches entreprises dans le strict respect de la légalité, il avait encore eu à subir les molles condamnations et les déclarations compréhensives des autorités à l'égard des auteurs de cet attentat. Autant d'encouragements officiels à poursuivre cette politique d'intimidation, déjà favorisée par l'attitude du Conseil d'Etat et des exécutifs communaux qui ont autorisé nombre d'aménagements en dehors de la légalité.

Le PDC, le *Nouvelliste* et certains Valaisans aiment à entonner des airs aux relents nationalistes pour chanter le canton aux treize vallées. On voit aujourd'hui où a mené un système politique à parti (presque) unique et une presse quotidienne qui s'est toujours cantonnée dans la louange des personnes et du système en place: un homme doit quitter le canton parce que sa sécurité n'y est plus assurée.

Une situation courante dans les régions où règne la mafia mais que l'on croyait inexistante en Suisse. ■

VISITE

En Argovie profonde

(cfp) Que connaissons-nous de l'Argovie ? Peut-être le souvenir d'une présence au Comptoir suisse, des noms de villes traversées, ou évitées, en allant à Zurich. Quelques-uns penseront à l'éphémère République helvétique une et indivisible avec sa capitale Aarau ou à l'active lutte anticléricale du jeune radicalisme argovien avec la fermeture des couvents, il y a exactement cent-cinquante ans.

L'absence d'invitation de leur diaspora, à l'occasion du 700^e, par Chavannes-le-Chêne et Denezzy nous ont amenés à chercher un contact avec Densbüren qui fut un lieu d'origine dans notre famille. C'est ainsi que, le premier dimanche de septembre, nous avons découvert ce petit village au nord du col de la Staffelegg. Il devait être très isolé autrefois puisqu'il faisait partie de l'Argovie bernoise. Il était donc protestant, mais la commune voisine, Herznach,

appartenait à l'Autriche et était catholique. Des bornes frontalières marquent encore cette séparation.

Les autorités communales de Densbüren ont invité leurs citoyens et leurs ressortissants à participer à l'inauguration de la nouvelle salle de gymnastique polyvalente, un gros investissement pour une petite commune pauvre. C'est pourquoi, il n'y a pas eu de cérémonie particulière pour les «bourgeois», qui sont près de 3000, dont une forte majorité hors de Densbüren. En effet, cette commune avec le village d'Asp, un peu à l'écart du centre, comptait 600 habitants au recensement de 1980 et n'en a guère plus maintenant.

L'air du dehors souffle aussi sur la localité. C'est probablement l'explication de l'allusion du pasteur dans son sermon de circonstance prononcé dans la nouvelle salle transformée momentanément en lieu de culte. Il a souhaité que l'on lise moins le *Blick* et davantage la Bible. Au surplus, le culte était à peine terminé, avec un auditoire moyennement garni, que la salle a été envahie par la foule de ceux qui voulaient participer au «brunch» servi dans le même local. ■

L'Europe au pays des ligues

La Journée de l'Europe du 700^e a eu lieu samedi dernier à Sils Maria, dans les Grisons. Ambiances.

(ag) La spécificité orientale des Grisons permet de renouveler la symbolique suisse gothardienne du toit de l'Europe et du partage des eaux: au Rhône, Rhin, Pô est substitué un Rhin, Pô et Danube. L'histoire grisonne eut d'ailleurs des tourments balkaniques: seul territoire suisse à avoir été ravagé par les guerres européennes du XVII^e siècle, subies par l'invasion mais aussi intériorisées en guerre civile. Aujourd'hui les orateurs officiels ne célèbrent plus qu'une géographie sans histoire. Donc l'Inn prend sa source au piz Lunghin.

L'armature de métal, habillée de toile de tente, de Mario Botta avait été transportée à Sils Maria. L'architecte souhaitait exploiter pleinement le site et planter ses arcs-boutants dans la petite plaine, inconstructible, du sud du lac de Silvaplana.

Les fondations de la tente sont lourdes et l'aménagement du territoire a ses impératifs. Il ne fut pas accordé, même à titre provisoire, de dérogation. La tente fut donc serrée contre la station de départ du télécabine de Furtschellas. Pour la vision photographique carte postale il fallait cadrer. Mais l'aménagement du territoire avait discrètement fait triompher la rigueur contre le paraître.

L'Europe monarchique

Pour qui aurait oublié que l'Europe de la Communauté est autant monarchique que républicaine (6 à 6), les salutations protocolaires rappelaient la hiérarchie des prestiges. Ainsi le président de la Confédération saluait *primo loco* les altesses royales et englobait M^{me} le ministre de la République française dans le tout-venant des *Gäste*.

Quant au prince Charles, qui avait courbé la cérémonie officielle, il compensa en restant le soir au dîner du Conseil fédéral, offert sous une vaste tente ordinaire comme une cantine montée pour la réception d'un président du Conseil national. A l'heure du café, réchauffé au soleil du merlot, le vice-président de la Confédération René Felber qui porte une belle tête de Britannique, cuivrée aux colonies, qui fait même plus britannique que le prince Charles tout en parlant moins bien

l'anglais, célébra l'Europe de l'amitié et de la démocratie, puis Son Altesse, d'une tête également haute en couleur, avec humour comme il se doit, dit son attachement pour la Suisse; ce final d'un bon style abbaye laissait croire à l'Europe des banquets.

Le lendemain *Le Matin*, dont un journaliste avait accroché Albert de Monaco qui, lui, n'avait pas sauté la cérémonie officielle, faisait son affichette avec ce titre: «Exclusif: Albert de Monaco et les femmes». L'Europe boulevardière, elle, est déjà faite.

Les tempéraments nationaux

Les invités qui dissertaient sur l'Europe révélaient plus que leur réflexion personnelle; c'était l'Europe pluriculturelle démontrée. Le recteur de l'Université Bocconi parlait des rencontres entre les diverses Europes en images: non pas des cercles, mais des intersections; Elisabeth Guigou — *«L'Europe veut que l'on fasse ensemble ce qu'on est incapable de faire seul, c'est aussi simple que cela»* — présentait une démonstration, bien construite comme une dissertation, sur

la logique non contradictoire de l'approfondissement et de l'élargissement. Le premier répond aux règles de la rigueur et le second à celles du pragmatisme et de la souplesse. Comme on eût souhaité, à ce chapitre, celui de l'EEE, quelques signes concrets!

Le physicien allemand Carl Friederich von Weizsäcker, avec toute la finesse d'une authentique culture, osa donner une explication marxiste de la perestroïka russe: la classe moyenne et intellectuelle n'était jusqu'ici pas assez étoffée pour que la Russie puisse faire sa «révolution bourgeoise».

Un porte-parole des Etats baltes, à l'heure où la Suisse s'interroge, affirma que notre neutralité était pour eux exemplaire. Ou encore une jeune Hongroise dit le désarroi des jeunes qui se retrouvent pour parler de la paix quand l'exploitation et la récupération idéologique de ce thème, comme aux temps du mouvement de la paix, sont dépassées.

Le flottement suisse

Deux lectures ont été faites du discours de Flavio Cotti. L'une en langue de bois: la Suisse se veut européenne, mais elle doit vivre cette approche sans emballer. Elle est prête à beaucoup de concessions matérielles comme le fonds de compensation, mais ne transigera pas sur les principes.

L'autre lecture de ce discours était un

L'épopée de l'Europe italiquée

Le spectacle était aussi au rendez-vous, avec «L'épopée de l'Europe», un projet imaginé par Jacques Pilet.

On ne fait pas du journalisme sans un bon carnet d'adresses et un téléphone. Il faut savoir qui sont les décideurs, les faiseurs d'opinions, les spécialistes en tout genre.

Vous leur téléphonez en fonction des événements, puis en italiques, avec leurs photos, vous citez leurs déclarations et leurs fortes pensées. Il y a pour cela des formules toutes faites. Vous écrivez, en caractères ordinaires à l'intérieur de l'italiquée: explique X, commente Y, déclare Z.

Comment faites-vous une épopée de l'Europe? Vous établissez grâce à un

manuel d'histoire un carnet d'adresses: Saint Thomas d'Aquin, Nietzsche, Leonard de Vinci, Goethe, Las Casas, Victor Hugo, etc. Puis vous leur téléphonez.

Interpellé, Galilée nous déclare... et..., ajoute M^{me} de Staël.

Le journalisme historique déclamatoire n'a, hélas, rien à voir avec le théâtre. Acteurs et metteur en scène y ont perdu leur métier: ajoutez encore les difficultés d'une scène de 360° et d'une acoustique médiocre.

Consolation: c'est Nestlé qui a financé ce projet, «avec le soutien de la Confédération, des cantons de Genève et Bâle-Ville et de quelques mécènes de l'industrie privée» (extrait du programme officiel).

Rolf Liebermann a pour sa part composé $3 \times 1 = CH + X$ auquel l'ensemble percussionniste de Sylvio Gualda donne, là le mot à tout son sens, une véritable dimension épique.

Bruits et chuchotements électoraux

(pi) Le futur ex-conseiller d'Etat vaudois UDC, le très populaire Marcel Blanc, envisagerait de créer une seconde — et tout aussi désagréable — surprise pour son parti et surtout pour les chers amis de l'Entente bourgeoise: après sa démission à un bien mauvais moment, il caresserait l'idée de se lancer au second tour dans la bataille pour le Conseil des Etats, en prenant par exemple la place du libéral sortant Hubert Reymond. Perspective toute théorique en vérité, car n'est pas Delam' qui veut. Il fallait toute la virtuosité de l'alors syndic de Lausanne, devenu depuis conseiller fédéral, pour réussir l'exercice qu'il a dû faire en mars 1981 pour sauver le troisième siège radical au gouvernement vaudois. Sans compter la sympathique ambiance qu'un affrontement ouvert au sein de l'Entente ne manquerait pas d'instaurer.

N'empêche qu'avec ou sans candidature un peu sauvage au Conseil des Etats, les grincements sont programmés avec

renoncement anticipé à l'accord sur l'EEE, qui devrait être suivi d'un débat intense, ouvert par le Conseil fédéral, afin que nous adhérons à la Communauté. Quelque chose comme reculer pour mieux sauter.

Cette deuxième lecture Jean-Pascal Delamuraz l'avait faite. Comment avec de si faibles appuis aller jusqu'au bout de la négociation EEE? Et surtout, comment convaincre ensuite le peuple? En coulisse, le secrétaire d'Etat Blankart assurait pourtant à quelques confidentiels que le 23 septembre la Communauté ferait des concessions au chapitre de la codécision.

Sous le vernis officiel, les craquelures

Antérieurement le Conseil fédéral avait pris une position sage: mener au mieux la négociation EEE puis prendre une décision au vu du texte final. Pourquoi ne s'en tient-il pas, unanimement, à cette ligne? Pourquoi ce défaitisme devant le vote populaire? Pourquoi certains de ses membres se démarquent-ils? A Sils Maria, le Conseil fédéral donnait à l'observateur plus l'image des liges grisonnes que celle du Bund. ■

les libéraux depuis la désignation du jeune député Pierre-François Veillon pour briguer la succession de Marcel Blanc au Conseil d'Etat. Les libéraux auraient évidemment préféré que l'UDC continue d'envoyer un vrai paysan au Château (M. Veillon est ingénieur agronome), et surtout que les délégués de l'ancien PAI ne choisissent pas l'auteur d'une initiative populaire cantonale contre la spéculation foncière... même si elle a échoué au niveau de la récolte des signatures déjà, grâce au sabotage de la droite.

Si Marcel Blanc semble donc rêver de son retour avant même d'être véritablement parti, les radicaux se mobilisent pour reconquérir le siège de conseiller aux Etats perdu il y a quatre ans et mettre fin à une situation intolérable pour eux: le Grand vieux parti vaudois sans représentant à la Chambre des cantons. Ainsi pour la prochaine inauguration de l'Espace Sbarro, que le créateur de belles carrosseries va mettre en place à Yverdon, ce dernier a tout naturellement fait appel au conseiller d'Etat à la fois nordiste et radical Pierre Cevey (l'ancien syndic d'Yverdon, candidat socialiste au Conseil national et néanmoins conseiller d'Etat, Pierre Duvoisin, ne pouvait bien entendu pas faire l'affaire). Pierre Cevey a donc répondu présent, tout en précisant qu'il viendrait écouter le discours de son collègue Jacques Martin, qui n'a rien du régional de service puisqu'il vient de l'Est vaudois, mais qui est candidat radical au Conseil des Etats. Ça fera toujours une photo d'assurée dans la presse du lendemain. La solidarité au sein des partis, ça existe. ■

Toxicos ordinaires

(fb) Les 200 épaves du Platzspitz que l'on voit à la télévision ne sont que la pointe d'un iceberg dont les contours sont bien différents. C'est ce dont témoignent deux études statistiques zurichoises dont la *Weltwoche* (26.7) a rendu compte.

Dans sa thèse de médecine, Hanspeter Künzler, sur la base d'une enquête auprès des visiteurs du Platzspitz, distingue les catégories suivantes: 32% se font une ou plusieurs injections quotidiennes de cocaïne, d'héroïne ou d'un cocktail de drogues; 24% s'injectent occasionnellement des drogues dures; 32% fument ou sniffent occasionnellement des drogues dures; et 10% sont exclusi-

vement des consommateurs de drogues douces. Pour avoir une juste idée de l'ampleur de la consommation occasionnelle, il faut encore préciser que 26% des acheteurs du Platzspitz fournissent également des personnes qui ne s'y rendent pas elles-mêmes.

La plupart des consommateurs occasionnels sont bien intégrés socialement: 85% ont un domicile stable, 5% seulement n'ont aucun emploi. Et 48% des consommateurs quotidiens ont un emploi et un domicile stables. Ce point est corroboré par une autre étude de l'office social de la ville de Zurich: parmi des toxicomanes usagers de services sociaux, 17% travaillent à plein temps, 15% à temps partiel, ce qui dénote un usage pour le moins contrôlé de la drogue. Künzler évalue à 6% seulement la part des toxicomanes complètement désintégrés socialement: un autre cliché à réviser.

On mesure tout à la fois le caractère schématique de la malédiction des bien-pensants sur les toxicomanes et la difficulté de la tâche des services sociaux lorsqu'on apprend que seulement 8% des «accros» aux drogues dures du Platzspitz n'ont jamais cherché à s'arrêter. L'étude de l'office social donne, elle, une moyenne de 4,6 tentatives de sevrage volontaire par personne, dont 18% supérieures à 12 mois et 36% de 6 à 12 mois. ■

EN BREF

Le canton du Léman (Vaud-Genève) serait le plus peuplé de la Confédération après celui de Zurich, avec 967 000 habitants. Le canton du Grand Bâle (les deux Bâle et le Lauffonnais) aurait 437 600 habitants et le «Super-Jura» (NE, JU, Jura bernois) en aurait 279 000. C'est l'hebdomadaire alémanique *Cash* qui a présenté ces données sur ces nouvelles entités dont parlent les périodiques romands.

Un collaborateur de l'entreprise Roche, à Bâle, prépare une thèse de doctorat sur la vie et le comportement des pendulaires de l'industrie chimique bâloise. L'entreprise Roche vient de l'autoriser à adresser un questionnaire à tous les collaborateurs dont le domicile politique est situé hors de la ville de Bâle, donc aux pendulaires venant de Suisse, de France ou d'Allemagne.

L'INVITÉ DE DP

La Suisse bientôt au FMI ?

Mario Carera

Coordinateur de la politique de développement de la Communauté de travail Swissaid - Action de Carême - Pain pour le prochain - Helvetas.

La Suisse au FMI (Fonds monétaire international), c'est peut-être pour bientôt, mais c'est peut-être aussi pour les Calendes grecques ! Une lourde menace de référendum pèse sur cette adhésion acceptée à l'unanimité par le Conseil des Etats en juin et qui se trouve à l'agenda du Conseil national dans quelques jours.

Le FMI promeut la coopération monétaire internationale et son organisation sœur, la Banque mondiale, finance des programmes et projets de coopération dans le monde, avec des taux d'intérêts de faveur pour les pays les plus pauvres. Créées par les pays riches dans l'immédiate après-guerre, les institutions dites de Bretton Woods (du nom du lieu de leur création aux Etats-Unis) sont devenues peu à peu universelles (155 pays en font partie) mais sont restées non démocratiques: le droit de vote dépend de la contribution financière des pays membres — les USA disposent de 18,5% des voix. Sous le poids de la crise de l'endettement du tiers monde, le rôle de politique de développement du FMI et de la Banque mondiale s'est considérablement renforcé et leurs interventions massives dites «d'ajustement structurel» dans des dizaines de pays du tiers monde restent controversées.

Les conditions

Entretenant depuis de nombreuses années des relations multiples avec ces institutions (voir l'encadré), le Conseil fédéral, prenant acte des changements sur la scène internationale, entend y participer de plein pied. En juin, le Conseil des Etats a accepté de justesse une disposition prévoyant que «pour toute décision ou prise de position établies dans le cadre des institutions de Bretton Woods, la Suisse s'inspire des principes et des objectifs de sa politique de développement». Mais il a refusé de confier un mandat de suivi à une commission extra-parlementaire, demandée avec insistance par les organisations d'entraide, afin qu'un suivi régulier, compétent et critique accompagne le travail de la délégation suisse. Il ne s'agit pas en

effet de signer un chèque en blanc en cas d'adhésion.

Les organisations d'entraide ont posé trois conditions à l'acceptation de cette adhésion: l'additionnalité des ressources, à savoir que le coût de l'adhésion de la Suisse à la Banque mondiale (432 millions de francs sur 5 ans) devra être dégagé de façon supplémentaire aux crédits prévus pour la coopération au développement; le coût de l'adhésion au FMI est financé par les réserves de la Banque nationale. Ensuite, le principe de transparence doit être assuré; en clair une commission extra-parlementaire de suivi. Troisièmement, *last but not least*, la politique de la Suisse au sein de ces deux institutions doit s'inscrire dans la continuité de la politique suisse de développement, ayant sa base dans la bonne loi fédérale sur la coopération de 1976. C'est le sens de la «clause de développement», adoptée de justesse par le Conseil des Etats en juin et dont la confirmation est attendue au National. Un quatrième point fait problème: les augmentations de capital ultérieures au FMI seront décidées par le Conseil fédéral, et non par le parlement puisqu'elles proviennent des réserves de la Banque nationale, et n'ont donc pas d'effets sur le budget. Il est curieux que le Conseil des Etats, d'ordinaire si jaloux de ses prérogatives, n'ait pas demandé cette attribution. Le Conseil national sera-t-il lui aussi si discret ?

Un référendum, quels objectifs ?

Depuis quelques mois, la discussion est vive au sein du milieu associatif suisse sur l'opportunité de lancer un référendum

contre cette adhésion. Un regroupement de milieux d'Eglise, d'organisations de développement, de verts, de groupes de femmes, a déjà poussé les préparatifs assez loin.

Concernant l'additionnalité des ressources, la compétence sur le budget appartient au Parlement (vote en décembre), mais en privé, l'administration fédérale a donné des garanties. La «clause de développement» peut être renforcée dans son esprit: la Suisse «doit respecter» les objectifs de la loi, et pas seulement «s'en inspirer». Cette clause offre un cadre de référence important et n'aurait pas été pensable il y a seulement cinq ans. Cette disposition est critiquée par la Banque nationale et une partie de la droite. Enfin, le point le plus controversé concerne le principe de transparence, à savoir cette commission de suivi. A tort, le Conseil des Etats l'a refusée en juin et la commission du Conseil national, en août, s'est montrée très partagée. On comprend mal ces hésitations. Si une nouvelle commission — une de plus dit-on — fait problème, un bon compromis peut se trouver en confiant un mandat à l'actuelle Commission de la coopération internationale au développement qui regroupe tous les partis, les organisations d'entraide, le patronat, les syndicats, etc. Avec un mandat et un mode de travail restructurés, cette commission pourrait offrir un cadre représentatif pour le suivi des activités suisses au sein des institutions de Bretton Woods. Otto Stich, le patron du Département des finances en charge de ce dossier, et le Parlement auraient tort de chipoter sur cette exigence de transparence: c'est, sur le fond, une revendication de bon sens; et, face à la menace d'un référendum aux enjeux confus, c'est mettre les opposants de principe à l'adhésion devant leurs responsabilités. ■

De longues fiançailles

La Suisse entretient d'anciennes relations avec le FMI et la Banque mondiale à plusieurs niveaux.

La Confédération a alloué à la Banque mondiale (et à sa filiale IDA) des crédits pour 1,4 milliard de francs suisses ces trente dernières années. Grâce à cela, les entreprises suisses peuvent participer aux appels d'offres internationales résultant de crédits alloués par la Banque mondiale: commande totale cumulée de quelque

six milliards de francs pour l'industrie suisse. Le marché suisse des capitaux constitue pour la Banque mondiale une source de financement importante: jusqu'au quart de ses besoins financiers certaines années (trois milliards de dollars en 1986, un milliard de dollars en 1989). Enfin, institutionnellement, la Suisse bénéficie d'un statut d'observateur depuis 1977 au FMI et à la Banque mondiale; notre pays est aussi membre du Groupe des dix, qui, dès 1984, joue le rôle de «filet» financier au niveau international. Tous ces éléments constituent une stratégie dite «de participation maximale», sans adhésion. !

VU DU SUD

Un exemple d'ajustement

Quelques points de repère recueillis au Rwanda et au Mozambique, deux pays africains parmi les plus pauvres de la planète et appliquant un programme d'ajustement structurel sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale. Notes et réflexions issues d'un voyage de trois semaines en juin/juillet dans ces deux pays, avec de très nombreux entretiens ministériels, privés, avec des organisations non gouvernementales, etc.

Un large consensus existe dans les deux pays sur la nécessité de l'ajustement. Au Rwanda, dès le début des années huitante, le gouvernement a réalisé son propre ajustement sans le FMI: gestion budgétaire prudente, modération des salaires et stagnation des effectifs de la fonction publique. Las, devant la chute vertigineuse du prix du café sur le marché international, principal produit d'exportation de ce petit pays, tous les indicateurs économiques ont viré au rouge: déficit extérieur, du budget, réserves en devises inexistantes, taux de change irréalistes, etc. Le programme d'ajustement structurel au Rwanda comprend un ensemble de mesures macro-économiques: libéralisation du commerce extérieur, de la politique des prix, réforme monétaire, restructuration des entreprises parapubliques, libéralisation des prix à la production avec fixation d'un prix plancher assorti d'exceptions pour les produits de première nécessité, etc. Des mesures de politique sectorielle ont également été décidées dans les domaines agricole, industriel, énergétique, dans le développement social et l'environnement.

Décalage

Dans la pratique, les mesures macro-économiques (dévaluation, ajustement du taux d'intérêt, etc) restent la première préoccupation; l'accompagnement social, pourtant prévu dans les textes, avec stratégie et budget à l'appui, suit avec décalage. Sur le papier, ce paquet social contient beaucoup d'aspects intéressants: par exemple, au Rwanda, dans l'éducation, priorité à l'enseignement primaire (construction ou réhabilitation de 2700 salles de classe), amélioration de l'enseignement grâce au recyclage. Dans le domaine de la santé, priorité aux soins préventifs, politique de recouvrement des coûts, avec exceptions pour les plus pauvres, amélioration de l'efficacité des services de santé. Par ailleurs, un ambitieux programme d'actions sociales vise les populations les plus défavorisées avec de nombreux pro-

jets de développement social et productif (budget de 95 millions de dollars sur six ans). Une partie des organisations non gouvernementales rwandaises vont probablement être associées à ces opérations. La réticence vient bien davantage du gouvernement que de la Banque mondiale.

Arrogance... et discussions techniques

«Arrogance», «atteintes à la souveraineté», ce sont des termes que l'on entend souvent dans les ministères au Rwanda à propos du FMI. Curieusement, beaucoup moins au Mozambique où le programme d'ajustement structurel, qui a débuté en 1987, est l'affaire du gouvernement, qui en a fait siens les objectifs. Pour les aspects macro-économiques, c'est avant tout au niveau technique (taux de dévaluation, taux d'intérêt, déficit du budget...) que les controverses ont lieu entre le gouvernement et les institutions de Bretton Woods. Au Rwanda, on n'apprécie guère la réorganisation fondamentale de l'économie, de la société qu'implique le programme d'ajustement structurel: par exemple, les filières de commercialisation à l'intérieur du pays, comme à l'exportation, vont être libéralisées: l'Etat y perdra en influence, en ponctions financières; certains gros commerçants, proches du pouvoir, perdront aussi des situations de monopole abusives. Effet indirect positif, la libéralisation économique implique l'émergence de nouveaux acteurs, qui peuvent être aussi le secteur associatif, les organisations paysannes, si elles se donnent les moyens d'une production et d'une distribution efficaces. Les organisations non gouvernementales rwandaises s'y activent, saisissant bien l'enjeu actuel aux niveaux politique et économique. L'ouverture démocratique bien fragile renforce encore ce processus. Au Mozambique, la «sale guerre civile» faisant rage depuis une décennie rend tout effort de reconstruction extrêmement difficile. Pourtant, de l'avis général, le

programme d'ajustement structurel, engagé depuis 1987, offre un nouveau cadre économique et institutionnel, moins bureaucratique, plus incitatif, jetant les bases de la reconstruction, une fois la paix enfin signée. Les appuis sociaux au programme d'ajustement structurel, là non plus plus, ne manquent pas, mais leur concrétisation pêche par bureaucratisme, manque de capacité opérationnelle de l'Etat, manque de coordination des bailleurs de fonds et difficultés de logistique.

Un pays ami

Dans les deux pays, les responsabilités du décalage entre l'application des mesures macro-économiques et celles concernant l'accompagnement social (au sens large) sont difficiles à attribuer avec clarté. La Banque mondiale réalise des concepts pointus mais n'a pas de capacité opérationnelle, les gouvernements et l'administration, pas toujours très motivés, sont absorbés par le macro-économique, les bailleurs de fonds par leurs projets et les organisations non gouvernementales sont trop faibles, parfois mal coordonnées, pour peser de tout leur poids dans la discussion. La coopération suisse au développement réalise un bon travail d'appui dans plusieurs domaines et s'intègre de façon influente à toutes les discussions de politique concernant les programmes d'ajustement structurel. Membre ou non du FMI, notre coopération est touchée par les programmes d'ajustement structurel dans les pays où elle intervient. L'adhésion ouvrirait des perspectives d'influence et de lobby.

Suite à la page 8

DP DP

Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch (fb)

André Gavillet (ag)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Forum: Jeanlouis Cornuz, Mario Carera

Abonnement: 70 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1, case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 – CCP: 10-15527-9

Composition et maquette: Monique Hennin
Pierre Imhof, Françoise Gavillet

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Des métazoaires

Vous avez gagné ! *Clisson et Eugénie* est un court roman de Napoleone Buonaparte, plus connu sous le nom de Napoléon — par la suite empereur des Français. Il l'écrivit en 1795. Malheureusement pour l'humanité en général et pour la France

suite de la page 7

Beaucoup de mes interlocuteurs ignorent que la Suisse n'est pas membre des institutions de Bretton Wood. Pratiquement tous, dans les deux pays, saluent la volonté d'y adhérer, considérant la Suisse comme un pays ami, avec une bonne loi de coopération et qui peut donc avoir un certain poids au FMI pour défendre les intérêts des petits pays. On reconnaît aussi, de façon critique, le poids financier de la Suisse et l'on estime que notre pays ne peut pas toujours être absent des institutions financières.

Enfin, et cela nous renvoie aux priorités du lobby du développement dans les pays industrialisés, beaucoup d'interlocuteurs soulignent la nécessité de l'ajustement au Nord: politique des matières premières différente, moins de protectionnisme, désendettement, réforme monétaire... «*Sans la chute du café*, disent certains ministres au Rwanda, le pays n'aurait pas eu besoin d'engager un programme d'ajustement structurel avec le FMI, mais notre petit pays est impuissant sur le marché mondial des matières premières.» L'ajustement macro-économique aurait été nécessaire même avec un prix du café plus stable, mais la critique des Rwandais vise juste: les pays industrialisés ne peuvent pas pousser aux ajustements des économies du Sud, et refuser d'en faire chez eux. Quant à l'aspect social et environnemental de l'ajustement, le débat et les pressions des organisations non gouvernementales du Sud et du Nord doivent se poursuivre auprès de leur gouvernement et auprès des institutions de Bretton Woods pour que l'ajustement intègre pleinement ces dimensions.

Reste à savoir, pour la Suisse et ses organisations non gouvernementales, s'il vaut mieux être dedans ou dehors pour exercer ces pressions. Question à mettre en lien avec le rôle et la place que l'on souhaite voir assumer par la Suisse dans le monde global d'aujourd'hui.

Mario Carera

en particulier, il ne poursuit pas sa carrière littéraire — pas plus que Hitler ne continua de peindre...

A propos de ces heureuses dernières années du XVIII^e siècle, vers 1796 ou 97, je ne me rappelle plus, Joseph Fouché, anciennement terroriste, ferma, à Paris, le Club des Jacobins et interdit les associations jacobines par toute la France. On connaît la suite: les Jacobins étaient le grand pouvoir parallèle révolutionnaire; eux disparus, la voie se trouva libre pour Bonaparte, qui prit le pouvoir par un coup d'Etat en 1799... J'imagine qu'à l'époque un certain nombre de bonnes âmes salua la chute des Jacobins et y vit l'annonce de temps meilleurs. Et si l'on admet que l'histoire, parfois, se répète, voilà qui ouvre pour nous les plus riantes perspectives. Dieu merci, il n'y a pas que la politique et les événements historiques. Je me suis un peu occupé, cet été, des *métazoaires* — qui apparaissent, si j'ai bien compris, voici quelques centaines de millions d'années. Voilà qui m'a amené à lire les *Mémoires d'un biologiste*, de von Frisch, le «professeur des abeilles», prix Nobel de médecine en même temps que Lorenz. Cela m'a redonné du goût pour le 700^e anniversaire de la Confédération. En effet, von Frisch,

fils de Marie Exner, l'amie de mon cher Gottfried Keller, écrit ceci: «*La même année — 1945 — je fus invité à donner une conférence à Zurich. (...) Un séjour dans ce pays épargné par la guerre, où l'on pouvait se procurer tout ce qu'on désirait, l'intérêt attentif d'un auditoire dénué de soucis, cette atmosphère de liberté après des années de tourments, tout cela agissait comme un baume au cœur. J'ai souvent été l'hôte de la Suisse, mais je n'ai jamais éprouvé aussi intensément que lors de cette visite la nature de roc de ce peuple, qui a su résister à la marée des forces du mal.* »

Eh bien, continuons ! comme disait l'autre. A part quoi, les travaux de von Frisch sont enthousiasmants. Comme on sait il a réussi à établir que les abeilles ont un véritable langage — une sorte de danse, qui permet à ces insectes d'indiquer à leurs congénères dans quelle direction et à quelle distance se trouvent les sources de nectar dont ils ont besoin pour élaborer leur miel. Certes, nos hommes politiques ne sont que très imparfaitement pourvus d'un tel sens de l'orientation, mais il n'est pas interdit d'espérer qu'ils évolueront vers le mieux, et nous avec eux. En somme, *L'Avenir est ouvert* — tel est le titre du livre paru chez Flammarion, qui donne les textes du symposium Popper, tenu l'an passé à Vienne, et notamment le dialogue mené par Karl Popper et Konrad Lorenz — je ne saurais trop vous en recommander la lecture. ■

MÉDIAS

A l'occasion de son congrès de Genève, la FCCTA (syndicat des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation) publie un intéressant magazine à la place d'un numéro ordinaire des organes fédératifs. Le cahier est trilingue. Ce pourrait être un bon modèle en cas de modernisation de la communication syndicale.

Le Nouvelliste et Feuille d'avis du Valais a modifié sa présentation au début de l'automne: plus de couleurs, quatre cahiers (Monde, Valais, sport, services) mais toujours «*la même vocation et le même esprit*».

Libération s'est mis à l'heure russe. Le quotidien a publié chaque jour une sélection d'articles de journaux ex-soviétiques. L'opération a été réalisée avec la collaboration du *Courrier inter-*

national, hebdomadaire publiant les articles traduits parus dans la presse mondiale. Les noms des traducteurs sont mentionnés ce qui n'en fait plus des travailleurs de l'ombre comme dans trop de cas.

La presse et le télétexte ont largement diffusé les résultats d'audience de la presse qui ont été rendus publics ces jours. L'univers a été élargi: autrefois 15 à 74 ans, cette fois à partir de 14 ans. Audience la plus forte des quotidiens romands: *Le Matin* (298 000 lecteurs), suivi de *24 Heures* (279 000) *La Suisse* (207 000), *Tribune de Genève* (149 000). Suisse alémanique: *Blick* (760 000 lecteurs), *Tages-Anzeiger* (738 000), *Neue Zürcher Zeitung* (388 000) *Berner Zeitung* (301 000).

Va paraître en octobre une sélection des meilleurs articles de l'hebdomadaire de gauche *Die Wochenzeitung* qui fête son dixième anniversaire.